

Comité de défense et de promotion du centre hospitalier de Gisors

Mesdames, Messieurs, cher-e-s ami-es du comité de défense,

Dans cette lettre de liaison que nous vous adressons en cette période de pandémie et de confinement, nous voulons tout d'abord rendre hommage au Dr Reda, ancien médecin gériatre au centre hospitalier de Gisors victime du coronavirus à l'hôpital de Pontoise. Nous le connaissons bien, il avait participé aux activités du comité et en particulier aux débats sur la situation et l'avenir de notre hôpital. Il est décédé le 26 mars, à 20 h au moment où les gens applaudissaient aux fenêtres. Ces applaudissements étaient d'autant plus les siens que le Dr Reda avait repris début mars son poste dans un service de soins aigus aux personnes âgées. C'est là qu'il a sans doute été contaminé. Le Dr Reda est mort au travail, sa passion. Nous perdons un médecin généreux, dévoué au service public de santé.

Nous pensons à toutes celles et à tous ceux qui sont en première ligne : les personnels soignants, les auxiliaires de vie, et les membres d'autres professions indispensables au fonctionnement du pays dans la période actuelle.

La situation sanitaire de la France est grave. Chacun l'éprouve en ce moment en supportant le confinement, puisque face au coronavirus, c'est la seule option pour pallier les carences de notre système de santé, lui qui fut le plus performant du monde en l'an 2000 d'après l'OMS. De nombreuses organisations, dont la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, alertent depuis de longues années sur cette dégradation continue, notamment tout au long de l'année 2019, lors de manifestations particulièrement populaires parmi tous les habitants de notre pays. Notre constat depuis un an est dramatiquement validé par la situation actuelle : manque de lits d'hôpitaux, principalement de réanimation, manque de personnel pour assurer la sécurité des patients, EHPAD en grande tension.

À l'issue de cette crise, il faudra déterminer les responsabilités dans les politiques de rationnement de notre système de santé qui coûte aujourd'hui des vies aux patients comme aux professionnels. Il n'est pas acceptable que le désengagement de l'État soit pallié par des cagnottes en ligne financées par des gens qui cotisent déjà sur leur salaire ! La vraie solidarité, c'est celle de la sécurité sociale. Le gouvernement doit arrêter de la mettre en difficulté à travers des exonérations de cotisations de plus en plus massives. La crise va coûter cher à la Sécurité Sociale (rien que pour l'Agence Nationale de Santé Publique, 4 milliards) : les assurés n'ont pas à en subir les répercussions.

La limitation des dépenses de santé par la loi de financement de la sécurité sociale et l'ONDAM (objectif national des dépenses d'assurance maladie) n'a plus lieu d'être. Les dépenses de santé doivent pouvoir répondre aux besoins exprimés par les soignants et les patients des territoires, aujourd'hui pour le Covid et demain pour nos vies. Pour cela il devient de plus en plus urgent de nous réapproprier la gestion de la Sécurité Sociale et de mettre en œuvre toutes les mesures pour augmenter ses recettes. Car il faut rouvrir des lits, des services, créer des emplois à l'hôpital, revaloriser les salaires des personnels, condition pour que les postes soient pourvus.

C'est la politique de santé conduite hier et poursuivie aujourd'hui qui augmente le nombre de nos drames et de nos morts.

La crise montre l'importance des hôpitaux de proximité, de la médecine de ville : il faudra en tenir compte. Et nous continuerons à lutter pour notre hôpital public de proximité et la création d'un centre de santé, alors qu'il semble que les ARS et l'hospitalisation privée profitent de la crise pour accélérer l'organisation de l'hospitalisation telle qu'annoncée par la loi « ma santé 2022 » avec de nouvelles fermetures de services et la valorisation du secteur privé, avec tous les risques de dépassement d'honoraires et de frais administratifs.

Dans son discours guerrier en Anjou, le président de la République annonce, avec retard, des mesures de production industrielle pour la santé. Mais il ne semble toujours pas avoir compris que les matériels médicaux et les médicaments devraient être soustraits aux intérêts privés, que la recherche publique doit être démultipliée !

Les organisations syndicales de personnels médicaux et paramédicaux, collectifs et associations d'usagers du secteur de la Santé et de l'Action Sociale **appellent solennellement le gouvernement à réquisitionner l'ensemble des forces industrielles de notre pays afin de produire en France les médicaments et dispositifs nécessaires pour vaincre cette épidémie mortelle.** Dans cette optique, l'usine pharmaceutique d'Éragny sur Epte, en partie démembrée, pourrait être réactivée. Cette épidémie n'est pas la première qui apparaît depuis une vingtaine d'années, même si son ampleur est sans équivalent. La mondialisation et la déforestation nous ont mis en contact avec des agents pathogènes inconnus et l'épidémie actuelle n'est qu'une parmi une longue série à venir : cet effort national pour restaurer nos capacités à nous soigner, et définir une autre politique de santé et de protection sociale n'est pas qu'une riposte au coronavirus, c'est aussi un investissement pour l'avenir. Il serait insensé de l'esquiver plus longtemps.

L'après coronavirus commence dès maintenant : le 7 avril, journée mondiale de la santé, avec le Réseau Européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale, nous disons stop à la privatisation de la santé et de la protection sociale et en exigeons les moyens. Nous appelons la population à le revendiquer par toutes les formes compatibles avec le confinement actuel et à amplifier cette exigence par la suite.

communiqué du comité de défense et de promotion de l'hôpital de Gisors du 24 mars : **Applaudir ne suffit pas !**

L'épidémie de Covid19 interpelle particulièrement notre comité. Elle survient dans un contexte de grandes difficultés de toute la santé publique, et spécialement celles des hôpitaux publics, que nous dénonçons depuis des années.

Le Comité de défense et de promotion de l'hôpital de Gisors apporte tout son soutien aux personnels soignants : il ne s'agit pas simplement d'applaudir leur travail, mais surtout de prendre l'engagement de continuer et d'amplifier notre défense et notre promotion de la protection sociale, de l'hôpital public, pour des soins accessibles à toutes et tous partout et cela passe par une amélioration des conditions de travail et de rémunération des personnels.

Le manque scandaleux de moyens, de masques, de solutions hydroalcooliques, les hésitations et contradictions du gouvernement sur la politique à suivre, sont les signes les plus voyants de l'impréparation de notre pays, mais la liste des difficultés actuelles, comme la limitation des tests diagnostiques malgré les recommandations de l'OMS, est beaucoup plus longue, témoignant malheureusement que la santé est surtout considérée comme une marchandise, en France comme dans toute l'Europe ... !